

Pour nos salaires, nos conditions de travail...

EN GRÈVE le 1er DÉCEMBRE

Contre le déchainement sécuritaire gouvernemental...

la cgt ÉDUC' ACTION

La mobilisation lycéenne et étudiante a su, depuis plusieurs semaines, s'organiser collectivement pour faire entendre ses revendications. Acculé, le gouvernement n'a eu d'autres choix que de lâcher quelques annonces extrêmement floues et pas à la hauteur des enjeux. Dans le même temps, plusieurs journées de grève massives (interprofessionnelles et Fonction publique) ont eu lieu pour exiger une hausse de la valeur du point d'indice dans la Fonction publique et une augmentation des salaires face à l'augmentation du coût de la vie.

Le 1er décembre, soyons de nouveau en grève sur ces mêmes revendications et exigeons des moyens. Dénonçons la répression qui s'abat sur les jeunes, les personnels de l'Éducation et sur la société civile, qui ampute et bafoue nos libertés publiques de manière absolument inacceptable.

Urgence, nos rémunérations dévissent...

Le **point d'indice** (la base de nos rémunérations) n'étant plus indexé sur l'inflation, il **a perdu 32,1 % de sa valeur depuis 2000 et 15,62 % depuis 2017.**

Depuis 2023, la perte moyenne est de 112 €/mois en catégorie C, 142 € en cat B et 216 € en cat A.

Cette politique est parfaitement assumée par les différents gouvernements, sur le dos de l'austérité et de la diminution de la dette publique. **Pourtant l'argent existe** : 211 milliards d'€ sont versés chaque année aux entreprises sans aucune contrepartie.



Des agent·es pauvres :

Face aux augmentations régulières et réglementaires du SMIC, l'État est obligé d'attribuer à 862 000 agent·es de la Fonction publique (dont de nombreux personnels précaires de l'Éducation comme les AESH, AEd, catégorie C…) **une indemnité différentielle pour leur garantir au moins le SMIC**. On est loin des nanti·es de fonctionnaires…

et mensonges en série...

La DEPP a communiqué cet été sur le salaire moyen des enseignant·es qui serait de 3 090 € net/mois en moyenne. **Le calcul est biaisé** car il englobe toutes les primes et indemnités, inégalitaires et non retenues pour le calcul des retraites… Méthode contestable d'autant plus qu'elle change chaque année pour profiter à l'affichage ministériel… et qui exclut les contractuel·les (2 130 € en moyenne, eux aussi payés en points d'indice) tout en masquant le décrochage du début de carrière. Pour rappel, un·e stagiaire touchait plus de deux fois le SMIC dans les années 1980 et à peine le SMIC aujourd'hui.



#jevotecgteduc2026

Des grilles de salaires qui "s'aplatissent"

En revalorisant uniquement les rémunérations d'entrée dans le métier sans toucher sensiblement aux durées d'avancement, les gouvernements Macron ont lissé les salaires sur la totalité de nos carrières. Conclusion, l'écart de rémunération indiciaire devient très faible entre début et fin de carrière…



EN GRÈVE

1er DÉCEMBRE



Un manque permanent et récurrent de moyens

3256 postes d'enseignement supprimés en cette rentrée et qui s'ajoutent aux précédentes suppressions alors que les effectifs d'élèves ont augmenté depuis 2017. **La « déprise démographique » est le prétexte récurrent pour les gouvernements pour supprimer des postes alors que le manque de personnels est à déplorer tous les ans. La baisse démographique doit permettre de diminuer les effectifs/classes et non de faire des économies.**

Classes sans enseignant·e, contractuel·les précarisé·es puis licencié·es, AEd et AESH en nombre insuffisant : c'est toujours « faire plus avec moins ». Cette pénurie de personnels touche indifféremment les services administratifs, techniques, sociaux et de santé… **Une politique d'austérité aveugle qui pénalise tout le système, élèves comme personnels.**

De la répression à tous les étages

Ces dernières semaines, **plus de 3000 lycéen·nes sont traduit·es en conseil de discipline pour avoir tout simplement exercer leur droit de manifester**. Cette dernière pièce s'ajoute à l'édifice d'une répression qui, ces dernières semaines, semble sans limite : *interdictions de manifester, jeunes placée·es en garde à vue pendant de très longues heures (parfois dans des conditions indignes), enseignant·es scandaleusement mis en cause par E.Geffray et L.Nunez pour des pseudo- complicités actives et passives (?) des mouvements lycéens, collègues-militant·es-simples manifestant·es placé·es en GAV, brutalisé·es, tabassé·es, blessé·es parfois grièvement...* **Nous dénonçons le déchainement sécuritaire de ce pouvoir macroniste finissant qui, comble du mépris, est en passe de récompenser financièrement sa police alors que nous faisons grève et manifestons depuis des semaines.**

Toutes et tous en grève le 1er décembre et en AG pour décider collectivement des suites

LA CGT ÉDUC'ACTION REVENDIQUE :

1 : l'amnistie et la fin de tout l'arsenal répressif à l'encontre des élèves et des personnels

2 : l'augmentation immédiate du point d'indice d'au moins10 %, et qu'il soit indexé sur l'inflation

3 : 400 € immédiatement pour tou·tes, une grille débutant à deux fois le SMIC brut

4 : un plan de rattrapage des pertes salariales depuis 2000

5 : une vraie revalorisation des grilles indiciaires, sans passer par les primes ni les heures sup

6 : l'obtention de la réelle égalité salariale femme/homme

7 : un budget à la hauteur : arrêt des suppressions de postes et créations massives de postes statutaires d'enseignant·es, CPE, AEd, AESH, infirmier·ères, assistant·es sociaux·ales...





CONTACT

CGT Educ'action
263 rue de Paris
93100 Montreuil
Tél. : 01 55 82 76 55

www.cgteduc.fr - unsen@cgteduc.fr